



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JPS

29 rue du Temple de Blossne
35136 Saint-Jacques-De-La-Lande

Références : 24-0843
Code AIOT : 0005200829

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement JPS implanté ZAC de l'Arnahurt 33650 La Brède. L'inspection a été annoncée le 25/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, a été menée dans le cadre de l'instruction du dossier d'octobre 2024 portant à connaissance le réaménagement des cellules 2 à 4, précédemment exploitées par MICHELIN, en cours de reprise par MÉTRO.

Le jour de la visite, l'entrepôt était en phase de réaménagement. Des travaux étaient en cours dans les cellules 2 à 4, notamment pour l'installation des cellules frigorifiques. Seule la cellule 1, exploitée par la société MONTANÉ pour du stockage de bobines de papier, était en activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JPS
- ZAC de l'Arnahurt 33650 La Brède
- Code AIOT : 0005200829
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JPS est une entreprise familiale, spécialisée depuis 50 ans dans l'investissement immobilier.

Propriétaire de l'entrepôt situé à La Brède, ce dernier est loué à 2 sociétés exploitantes :

- la société MONTANÉ pour du stockage de bobines de papier dans la cellule 1,
- la société MICHELIN pour du stockage de gommes dans les cellules 2 à 4, qui vient de les libérer au profit de la société MÉTRO.

L'activité de l'entrepôt est autorisée par arrêté préfectoral du 17 décembre 2008. Le site est aujourd'hui soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510 suite à la modification de la nomenclature. Suite aux modifications d'activités, l'activité est désormais réglementée par les arrêtés complémentaires du 2 novembre 2021 et du 6 janvier 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions constructives de l'entrepôt	Arrêté Préfectoral du 02/11/2021, article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Détection automatique d'incendie	AP Complémentaire du 02/11/2021, article 1.2.3 + AM du 11/04/2017, Annexe II, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/11/2021, article 2.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Plan de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de stockage dans la cellule 1	AP Complémentaire du 08/01/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Aire de mise en station	Arrêté Préfectoral du 02/11/2021, article 2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de réaménagement des cellules 2 à 4 étaient en cours le jour de l'inspection. Avant la mise en activité des cellules par la société MÉTRO, l'exploitant devra justifier des dispositions constructives, de l'organisation et de la gestion de la défense incendie du site dans son ensemble, ainsi que du fonctionnement de la pompe de relevage des eaux en sortie du bassin.

Le dossier portant à connaissance le réaménagement des cellules 2 à 4, précédemment exploitées par MICHELIN, en cours de reprise par MÉTRO, est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

L'activité de la cellule 1 respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 janvier 2023, à l'exception du respect de quelques distances imposées dans la géométrie du stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage dans la cellule 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des bobines de papier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément au dossier visé à l'article 2, en particulier, les conditions de stockage dans la cellule n°1 telle que désignée dans le porter à connaissance du 16 septembre 2022 susvisé respectent les caractéristiques suivantes.</p> <p>Article 3.1 - Nature des matières stockées La cellule n°1 contient des bobines de papier, stockées en masse conformément au porter à connaissance susvisé.</p> <p>Tout changement d'affectation de la cellule fera l'objet d'un porter à connaissance de l'administration accompagné des éléments d'appréciation requis, en particulier ceux portant sur la propagation et les effets thermiques d'un incendie.</p> <p>Article 3.2 - Géométrie du stockage Les matières stockées resteront dans l'enveloppe des volumes, quantités et distances aux parois mentionnés dans le porter à connaissance susvisé.</p> <p>En particulier, les conditions de stockage suivantes seront respectées.</p> <p><i>Géométrie du stock</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Largeur maximale des îlots : 13,9 m • Longueur maximale des îlots : 20,0 m • Hauteur maximale des îlots : 7,5 m • Nombre maximal de rangées d'îlots dans le sens Nord-Sud : 3

- Largeur minimale des allées entre îlots : 5 m
- Distance minimale du stock à la paroi Nord (mitoyenne de la cellule 3) : 1,3 m
- Distance minimale du stock à la paroi Est (mitoyenne de la cellule 2) : 1 m
- Distance minimale du stock à la paroi Sud : 11,5 m
- Distance minimale du stock à la paroi Ouest : 4,5 m

L'exploitant matérialise au sol les emplacements de stockage autorisés.

Constats :

La cellule 1 est exploitée par la société Montané, prestataire logistique, stockant des bobines de papier pour le compte de la société SMURFIT KAPPA.

Il a été constaté que les emplacements de stockage sont matérialisés au sol. Des stockages en dehors de ces zones ont ponctuellement été relevés. Les distances minimales aux parois et entre îlots n'étaient pas complètement respectées, notamment dans la zone de préparation côté Sud, à côté de la paroi Ouest et dans une allée séparative.

Les bobines sont stockées sur 3 niveaux maximum.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille au respect des conditions de stockages des bobines de papier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives de l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2021, article 2.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives de l'entrepôt

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions applicables de l'arrêté du 11/04/2017 modifié susvisé, l'entrepôt respecte *a minima* des dispositions constructives suivantes et l'exploitant dispose des justificatifs démontrant la conformité de ces installations (certificats d'organismes compétents...). Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Du fait des travaux d'aménagement dans les cellules 2 à 4, il a été relevé que la paroi séparative entre les cellules 2 et 4 avait été percée. La tenue au feu devra être rétablie et les certificats de tenue au feu des parois modifiées devront être ré-établis à la suite aux travaux.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir renforcé le mur de la façade Est en 2024 pour le rendre REI 120. Toutefois, il a été constaté un jour entre le soubassement et l'écran thermique. Le joint doit être finalisé. L'attestation des caractéristiques coupe-feu de la paroi sera à transmettre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sous 2 mois les attestations des caractéristiques de tenue au feu des parois de l'entrepôt, notamment celle de la façade Est renforcée (cellule 2 et 4) et de la paroi séparative ayant été percée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/11/2021, article 1.2.3 + AM du 11/04/2017, Annexe II, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est équipé d'une détection automatique d'incendie reportée 24h/24 et 7j/7 en télésurveillance ou à un poste de garde, avec des consignes d'appels.</p> <p>12. Détection automatique d'incendie</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt dispose d'un système de détection incendie. L'exploitant a indiqué que le Système de sécurité incendie (SSI) a été refait à neuf et qu'il est commun à l'ensemble des cellules.</p> <p>Des travaux étant en cours dans les cellules 2 à 4; un questionnement sur le bon fonctionnement du système d'extinction automatique dans la cellule 1, elle en activité, a été soulevé. L'opérationnalité du système de la cellule 1 uniquement n'a pas pu être démontré durant l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 15 jours, l'exploitant justifie par tout moyen du bon fonctionnement du système de détection et d'extinction automatique au sein de la cellule 1 durant la phase de travaux. De plus, l'exploitant transmet sous 2 mois à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle du SSI garantissant son bon fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : En complément des dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté du 04/08/2017 susvisé, l'exploitant respecte les dispositions suivantes : Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. [...] Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. En outre, le confinement des eaux sur site pourra aussi être assuré par l'arrêt de la pompe de relevage installée sur la canalisation de fuite en amont du séparateur d'hydrocarbures (situé entre le bassin de confinement étanche et le bassin d'infiltration). L'arrêt de cette pompe devra pouvoir être effectué en automatique, en local (avec au moins un dispositif manuel) et à distance. [...] Aussi, une signalisation est mise en place au niveau des zones de rétention au droit des quais de chargement et des chaussées / voiries, notamment pour préciser qu'il s'agit d'une zone dédiée au confinement des eaux d'extinction (devant rester exempte de tout encombrement réduisant sa capacité utile) et d'indiquer le risque de noyade en cas d'incendie.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que la pompe de relevage en sortie du bassin de rétention était hors service, remplacée par une pompe de secours mise en place (tuyau passant sur le parking). Le bassin étant commun avec la société voisine MARTIN BROWER, cette dernière a pris en charge la gestion de cet incident durant la phase transitoire de réaménagement du site. Il a été constaté qu'il n'existe pas de consigne au poste de garde indiquant la nécessité de couper la pompe en cas d'incendie. De plus, il a été indiqué que le poste de garde ne disposait pas de la clé permettant d'accéder au bassin. Par ailleurs, lors de la visite des installations, la signalisation prescrite au niveau des zones de rétention au droit des quais n'a pas été vue. De plus, côté Ouest (façade de la cellule 3), du fait des travaux, du matériel était entreposé au niveau des quais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie sous un mois de la réparation de la pompe de relevage des eaux en sortie de bassin et de la bonne gestion du confinement des eaux en cas d'incendie (consignes, rétention laissée libre).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none">a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) : <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;• le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.
Constats : Le site dispose de 4 poteaux incendie privés. L'aire de stationnement dédiée aux pompiers est à matérialiser pour le poteau situé à l'angle nord-est du site. Le contrôle des débits des poteaux, y compris simultanément, n'a pas pu être présenté durant l'inspection. Le local sprinkler a été visité. Les contrôles périodiques de l'installation y sont tracés. Le dernier, daté du 2 décembre, relevait plusieurs fuites. De plus, il a été constaté que de l'eau coulait de manière inexplicable depuis le toit de la cuve de sprinklage, laissant apparaître un début de corrosion au point de chute de l'eau. Des extincteurs et RIA sont disponibles dans les cellules, ayant fait l'objet d'un dernier contrôle depuis moins d'un an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sous un mois le contrôle du débit des poteaux incendie, y compris en

simultané. De plus, l'exploitant justifie de la levée de l'observation indiquant des fuites dans le local sprinkler et du bon état de la cuve extérieure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Aire de mise en station

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voies échelles
Prescription contrôlée : [...] De plus, les aires de mise en station des moyens aériens des pompiers sont doublées de part et d'autre des murs coupe-feu de la cellule 1. [...]
Constats : Les aires de mise en station, matérialisées au sol, ont été constatées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de défense Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...]
Constats : Le plan de défense incendie n'a pas pu être présenté lors de l'inspection, non disponible au poste de garde. L'exploitant a indiqué que ce dernier est en cours de mise à jour. Il a été précisé que l'utilisation de l'application BatiFire est en cours de déploiement. Il s'agit d'un outil informatique donnant accès aux informations du bâtiment aux services de secours grâce à un QR Code qui sera positionné à l'entrée du site. Par ailleurs, il a été évoqué la nécessité de définir dans ce plan l'organisation globale à l'échelle de l'entrepôt, notamment les interactions entre locataires et le voisinage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le plan de défense incendie mis à jour avant la mise en activité de la société MÉTRO sur site.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois